

PRESSES  
UNIVERSITAIRES  
DE FRANCE

Martine Azuelos

# L'Économie du Royaume-Uni et des États-Unis depuis la fin des années 70

*Structures, mutations, aspects  
terminologiques*

N.C.

1727 030

33

L'économie du Royaume-Uni et des Etats-Unis  
depuis la fin des années 70

# L'économie du Royaume-Uni et des Etats-Unis

depuis la fin des années 70

Structures, mutations, aspects terminologiques



Presses Universitaires de France

8° R  
111398

109

*Collection*  
PERSPECTIVES ANGLO-SAXONNES  
*dirigée par Alain Morvan*

MARTINE AZUELOS

AVANT-PROPOS

# L'économie du Royaume-Uni et des Etats-Unis

depuis la fin des années 70

*Structures, mutations, aspects terminologiques*

Ce livre, dont l'élaboration a été l'œuvre de sept auteurs, a été écrit au fil d'années d'enseignement à l'université. Susceptible d'intéresser tous ceux qui, à des titres divers, tournent leur regard vers les pays anglo-saxons, il s'adresse en priorité aux étudiants anglistes qui désirent se familiariser avec les réalités économiques du monde dont ils ont choisi d'étudier la langue, la littérature et la civilisation.

Destiné plus particulièrement à ceux d'entre eux qui abordent le second cycle, il traite de prendre en compte les connaissances et les méthodes dont ils disposent et vise à faciliter une meilleure compréhension de concepts ou de mécanismes dont l'étude aura déjà pu être ébauchée précédemment, mais aussi à permettre un approfondissement de la réflexion et une initiation à la recherche.

Ces objectifs ont guidé la conception du ouvrage et son organisation : aux thèmes traités dans les deux premières parties répondent en effet les repères que fournit la chronologie des événements sur lesquels porte l'étude.

Les évolutions du Royaume-Uni et des Etats-Unis depuis la fin des années 70 sont les plus sensibles, du fait des choix opérés par les responsables politiques, à la lumière d'une réflexion sur les structures économiques. Ces aspects sont présentés dans les parties



Presses Universitaires de France



MARTIN J. J. J. J. J.  
PERSPECTIVES ANGLO-SAXONNES  
dirigée par Alain Morvan

# L'économie du Royaume-Uni et des Etats-Unis depuis la fin des années 70

Structures, mutations, aspects technologiques



ISBN 2 13 046061 5

Dépôt légal — 1<sup>re</sup> édition : 1994, janvier

© Presses Universitaires de France, 1994  
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

## AVANT-PROPOS

Ce livre doit beaucoup à l'expérience qu'a acquise son auteur au fil d'années d'enseignement à l'université. Susceptible d'intéresser tous ceux qui, à des titres divers, tournent leur regard vers les pays anglo-saxons, il s'adresse en priorité aux étudiants anglicistes qui désirent se familiariser avec les réalités économiques du monde dont ils ont choisi d'étudier la langue, la littérature et la civilisation.

Destiné plus particulièrement à ceux d'entre eux qui abordent le second cycle, il tente de prendre en compte les connaissances et les méthodes dont ils disposent et vise à faciliter une meilleure compréhension de concepts ou de mécanismes dont l'étude aura déjà pu être ébauchée précédemment, mais aussi à permettre un approfondissement de la réflexion et une initiation à la recherche.

Ces objectifs ont guidé la conception de l'ouvrage et son organisation : aux thèmes traités dans les quatre premières parties répondent en effet les repères que fournit la cinquième. Les domaines sur lesquels porte l'étude sont ceux où les évolutions intervenues au Royaume-Uni et aux Etats-Unis depuis la fin des années 70 ont été les plus sensibles, du fait des choix opérés par les responsables politiques et des mutations qui ont affecté les structures économiques. Chaque chapitre s'ouvre sur une synthèse de données présentées sous une forme nécessairement succincte, qui ne pré-

tend être rien d'autre qu'une introduction à des questions qu'il appartiendra au lecteur d'approfondir par une réflexion personnelle et des lectures complémentaires suggérées en note. Il se prolonge par une série de documents puisés à des sources anglaises ou américaines, qui permettront un travail individuel ou collectif de traduction ou de commentaire.

Les limites auxquelles se heurte nécessairement l'analyse comparée ne sont pas sous-estimées, et si l'organisation générale du livre est thématique, chaque question fait l'objet d'un traitement qui distingue soigneusement le domaine américain du domaine britannique et qui met l'accent, au-delà des convergences évidentes, sur les différences, voire les divergences.

Face à un champ d'étude aussi vaste et aussi complexe, il eût été vain de prétendre à l'exhaustivité. Aussi entend-on avant tout suggérer des pistes, conduire à une ouverture sur d'autres sources d'information : d'où l'attention toute particulière qui a été portée à la précision des références ; d'où aussi la cinquième partie, qui comprend une bibliographie, des annexes statistiques couvrant la période 1950-1992, une chronologie et un glossaire, et pourrait ainsi fournir quelques repères à ceux auxquels cet ouvrage aura donné l'envie d'en savoir plus.

M. A.

*Avertissement.* — Les termes suivis d'un astérisque font l'objet d'un commentaire dans le glossaire, ou d'une explicitation dans la liste des sigles.



## INTRODUCTION

Si la « révolution conservatrice » qui a inspiré le thatchérisme et le reaganisme a profondément marqué le destin de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pendant les années 80, ses effets perdurent aujourd'hui encore et les politiques dans lesquelles elle s'est incarnée influenceront durablement sur l'histoire des deux pays. Les médias s'en sont très largement fait l'écho, pour l'encenser ou au contraire la vilipender, et n'ont pas manqué de relever maintes similitudes entre les politiques menées de part et d'autre de l'Atlantique. Force est cependant de constater que l'on ne s'est guère attaché à dépasser la polémique pour approfondir l'analyse et tenter de dresser un bilan du chemin parcouru depuis la fin des années 70.

Sans doute cela tient-il en grande partie à ce que, si l'on veut aller au cœur des problèmes, une étude comparée de l'économie américaine et de l'économie britannique n'est pas chose aisée. A y regarder de près, l'écart entre ce que l'on peut observer des deux côtés de l'Atlantique est parfois si grand que la légitimité de l'approche comparative pourrait même être mise en doute. Certes ces deux pays entretiennent, en raison de leur histoire et de leur appartenance à un même espace linguistique, une « relation spéciale » qui fut particulièrement étroite pendant la période où Margaret Thatcher et Ronald Reagan se trouvèrent aux commandes. Les Etats-Unis sont, ne l'oublions pas, une ancienne colonie britannique et



partagent à ce titre avec leur ancienne mère patrie bon nombre de spécificités culturelles « anglo-saxonnes, » parmi lesquelles on peut citer le pragmatisme, la foi en l'individu ou la permanence d'un sentiment religieux qui conditionne une éthique dont on sait, depuis les travaux de Max Weber, combien elle fut favorable à « l'esprit du capitalisme »<sup>1</sup>. Autre fait essentiel, l'anglais américain ne diffère pas suffisamment de l'anglais britannique pour que les idées ne circulent pas presque aussi vite entre Cambridge (Cambs.) et Cambridge (Mass.) qu'entre Londres et Edimbourg : la plupart

Tableau 0.1. *Le Royaume-Uni et les Etats-Unis en quelques chiffres* (1990)

	Royaume-Uni	Etats-Unis
Superficie(en milliers de km <sup>2</sup> )	241	9 373
Population (en milliers)	57 411	251 523
PIB (en milliards de \$)	975,1	5 392,2
PIB par habitant (en \$)	16 985	21 449
FBCF (en % du PIB)	19,2	16,1
Taux d'épargne brute	15,6	14,4
Recettes publiques en % du PIB /PNB <sup>1</sup>	40	32,5
Importations <sup>2</sup> (en millions de \$)	144 540	494 842
Exportations <sup>3</sup> (en millions de \$)	189 012	393 812
Réserves officielles (en millions de DTS)	25 201	50 791

1. Au Royaume-Uni, recettes ordinaires du secteur public en % du PIB, aux Etats-Unis recettes du gouvernement fédéral, des Etats et des collectivités locales, en % du PNB.

2. Importations de marchandises, caf.

3. Exportations de marchandises, fob.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après OCDE, *Etudes économiques*, 1990-1991.

1. Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, édition originale en allemand, 1904, traduction française, Paris, Plon, collection « Agora », 1985.

des ouvrages scientifiques sont diffusés en même temps dans les deux pays, les revues spécialisées y sont distribuées, lues et commentées simultanément, et les échanges universitaires bilatéraux beaucoup plus développés qu'avec aucun pays tiers.

Mais il est vrai aussi que, par bien des aspects, les mentalités et les institutions diffèrent, et surtout que les deux économies sont loin de peser du même poids sur la scène internationale<sup>2</sup> : les Etats-Unis occupent une surface presque 39 fois plus vaste que celle du Royaume-Uni, ils sont plus de quatre fois plus peuplés, et si leur PIB, qui représente plus de 25 % de la production mondiale (5 674 milliards de dollars en 1991), les place très nettement en tête de toutes les nations de la planète, le Royaume-Uni n'arrive qu'en septième position, avec seulement 4,5 % (966,7 milliards de dollars en 1991, soit près de six fois moins que les Etats-Unis)<sup>3</sup>. Aussi n'est-il guère surprenant que, parmi les cinquante premières sociétés industrielles du monde, 15 soient américaines, quatre seulement britanniques<sup>4</sup>.

Pourtant les relations économiques bilatérales demeurent étroites. Même si chacun des deux pays tend aujourd'hui à développer en priorité ses échanges avec ses voisins immédiats (le Canada et le Mexique pour les Etats-Unis, l'Europe continentale pour le Royaume-Uni), les Etats-Unis restent le deuxième partenaire commercial du Royaume-Uni. Le Royaume-Uni, qui n'est que leur cinquième partenaire, est néanmoins leur premier marché en Europe. Il est aussi le premier exportateur de services et le premier investisseur sur le marché américain<sup>5</sup>. De même les Etats-Unis sont, avec un cinquième du total des investissements étrangers au Royaume-Uni, le premier investisseur étranger dans ce pays.

Qui plus est, on ne peut manquer de remarquer que, depuis une vingtaine d'années, les deux pays ont été semblablement affectés par les turbulences dans lesquelles s'est trouvée engagée l'économie mondiale et qu'ils ont mis en œuvre, pour y répondre, des politiques qui présentent plus

2. Cf. tableau 0.1.

3. Source : *L'état du monde*, édition 1993. *Annuaire économique et géopolitique mondial*, Paris, La Découverte, 1992.

4. Cf. la liste publiée dans le magazine américain *Fortune*, 27 juillet 1992.

5. Cf. *infra*, tableaux 0.2, 0.3, 0.4, 0.5.



Tableau 0.2. *Les dix premiers partenaires commerciaux des Etats-Unis en 1992*  
(exportations et importations américaines en milliards de dollars)

Pays	Solde	Exportations	Importations
1. Canada	-7,9	90,6	98,5
2. Japon	-49,4	47,8	97,2
3. Mexique	-5,4	40,6	35,2
4. Allemagne	-7,6	21,2	28,8
5. Royaume-Uni	2,6	22,8	20,1
6. Taiwan	-9,3	15,2	24,6
7. Corée du Sud	-2,1	14,6	16,7
8. France	-0,2	14,6	14,8
9. Italie	-3,6	8,7	12,3
10. Singapour	-1,7	9,6	11,3
Pour mémoire: total <sup>1</sup>	-84,3	448,2	532,5

1. Solde de la balance commerciale, total des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après informations diffusées par le *Department of Commerce*.

Tableau 0.3. *Les dix premiers partenaires commerciaux du Royaume-Uni en 1990*  
(exportations et importations britanniques en milliards de livres)

Pays	Solde	Exportations	Importations
1. Allemagne	-6,8	13,2	20
2. Etats-Unis	-1,4	13	14,4
3. France	-0,9	10,9	11,8
4. Pays-Bas	-3	7,5	10,5
5. Italie	-1,1	5,6	6,7
6. Belgique et Luxembourg	-0,1	5,6	5,7
7. République irlandaise	0,8	5,3	4,5
8. Japon	-4,5	2,3	6,8
9. Espagne	0,8	3,7	2,9
10. Suisse	-1,8	2,4	4,2
Pour mémoire: total <sup>1</sup>	-22,3	103,9	126,2

1. Solde de la balance commerciale, total des échanges avec l'ensemble des partenaires commerciaux du Royaume-Uni.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après *Annual Abstract of Statistics*, 1992.

Tableau 0.4. *Les investissements directs aux Etats-Unis en 1990*  
(en stock, milliards de dollars)

Total	403,7
dont	
1. Royaume-Uni	108
2. Japon	83,4
3. Pays-Bas	64,3
4. Allemagne	27,8
5. Canada	27,7

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après *Statistical Abstract of the United States*, 1992.

Tableau 0.5. *Les investissements directs des Etats-Unis à l'étranger en 1990*  
(en stock, milliards de dollars)

Total	421,5
1. Canada	68,4
2. Royaume-Uni	65
3. Allemagne	27,7
4. Pays-Bas	22,7
5. Japon	21

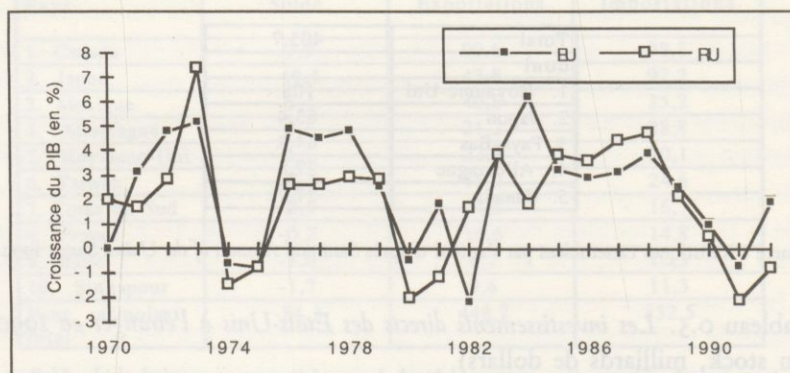
Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après *Statistical Abstract of the United States*, 1992.

d'un point commun. Ainsi s'explique que, de même que l'alternance politique s'est produite, dans les deux pays, à des dates très voisines jusqu'en 1992<sup>6</sup>, les phases du cycle économique aient été étrangement synchrones, comme le fait apparaître le graphique 0.1.

6. Au Royaume-Uni, les conservateurs sont au pouvoir de 1970 à 1974 (gouvernement d'Edward Heath) ; les travaillistes leur succèdent de 1974 à 1979, avant que ne débute, à partir de 1979, une très longue période où les conservateurs sont à nouveau aux affaires, d'abord sous le « règne » de Margaret Thatcher à laquelle succède, en 1990, John Major. Aux Etats-Unis, le scandale du Watergate contraint le républicain Richard Nixon, élu en 1968, à s'effacer en 1974 devant son vice-président Gerald Ford ; celui-ci perd les élections de 1976, à l'issue desquelles le démocrate Jimmy Carter accède à la présidence. En 1980 les républicains reviennent aux affaires pour une période de douze ans qui prend fin avec l'élection de Bill Clinton en novembre 1992 et son investiture en janvier 1993.



Graphique 0.1. Le cycle économique au Royaume-Uni et aux Etats-Unis depuis 1970



Source : statistiques rassemblées par l'auteur et reproduites en annexe à la fin de l'ouvrage

Les fluctuations du cycle économique reflètent bien les incidences qu'ont pu avoir sur les économies anglo-saxonnes les perturbations auxquelles a été soumise l'économie mondiale depuis les années 70. Le début de la période est marqué tout à la fois par l'effondrement du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1944, par la flambée des cours des matières premières et par le premier choc pétrolier, qui provoque la récession de 1974-1975. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni en émergent affaiblis, en proie à une inflation qui préoccupe de plus en plus les gouvernants, si bien qu'après une embellie de quatre années les politiques de contrôle des revenus et de rigueur monétaire, conjuguées aux effets du second choc pétrolier, entraînent un nouveau retournement de conjoncture entre 1979 et 1982. Suit une très longue période d'expansion, qui perdure pendant le reste d'une décennie qui s'achève par l'effondrement du mur de Berlin et l'écroulement de l'empire soviétique. Les années 90 s'ouvrent au contraire, de part et d'autre de l'Atlantique, dans un climat de forte morosité : la récession qu'ont vécue les Etats-Unis à partir de juillet 1990 s'est achevée au printemps 1991 pour faire place à une reprise qui est restée très hésitante jusqu'au milieu de l'année 1992, et le Royaume-Uni restait encore englué, au premier trimestre 1993, dans la crise économique la plus longue qu'il ait connue depuis les années 30.

Certes, les élections générales d'avril 1992 ont confirmé John Major dans ses fonctions de premier ministre et permis aux conservateurs de conserver un pouvoir qu'ils détiennent depuis 1979, alors que l'élection du démocrate Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis en novembre de la même année mettait au contraire un terme à douze années de gestion républicaine et ouvrait une ère nouvelle. La parenté entre l'évolution politico-économique des deux pays pourrait donc être désormais moins nette qu'elle ne le fut depuis le début des années 80. Pourtant il ne semble pas que l'on doive s'attendre à voir fondamentalement diverger leurs destins.

En effet, au-delà du parallélisme que permet de relever l'évolution conjoncturelle, certains aspects de la structure des deux économies autorisent un rapprochement. Dans un contexte de libéralisation des échanges et d'interdépendance accrue des économies, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont dû faire face, depuis vingt ans, à une concurrence étrangère de plus en plus vive, notamment de la part du Japon et des nouveaux pays industriels. Ainsi, alors que le PIB du Japon ne représentait guère plus du cinquième du PIB américain en 1970, il en représente aujourd'hui les trois cinquièmes ; ses exportations, qui équivalaient à peine aux exportations britanniques en 1970, leur étaient plus d'une fois et demi supérieures en 1991. Par ailleurs si, en valeur nominale, les exportations britanniques et américaines ont crû sensiblement au même rythme pendant la période considérée, cette croissance a été deux fois moins rapide que celle des exportations japonaises et dix fois moins rapide que celle des exportations coréennes<sup>7</sup>.

C'est dire que le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont moins bénéficié de l'internationalisation des échanges que n'ont pu le faire d'autres pays et qu'il était inévitable, dans ces conditions, que leurs économies apparaissent en déclin relatif. Il est vrai que cette situation n'est pas nouvelle pour le Royaume-Uni qui dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle voyait sa suprématie contestée, et bientôt ravie, par son rival américain : l'histoire du Royaume-Uni est depuis lors l'histoire d'un long déclin auquel les Britanniques

7. Entre 1970 et 1991, la valeur des exportations américaines a été multipliée par 9,7. Le chiffre est de 9,5 pour le Royaume-Uni, de 16,3 pour le Japon et de 89,8 pour la Corée du Sud. Chiffres en valeur nominale, exprimée en dollars. Source : *L'état du monde*, op. cit.



se résignent difficilement, au point que la réflexion sur les causes du phénomène constitue depuis une trentaine d'années l'un des thèmes favoris de leurs chercheurs en histoire économique. En revanche l'hégémonie américaine semblait si solidement assise jusqu'à la fin des années 60 que les défis qui lui furent lancés au cours des deux décennies suivantes conduisirent d'aucuns à s'interroger sur l'origine du processus et à voir dans le passé récent du Royaume-Uni l'avenir auquel les Etats-Unis risquaient d'être condamnés, à moins qu'ils ne réagissent vigoureusement pour inverser le cours des choses<sup>8</sup>.

Le point de départ du présent ouvrage a donc été l'existence de cette parenté entre l'expérience économique récente des deux pays : c'est pourquoi il s'attache à mettre en lumière ce qui, depuis la fin des années 70, a pu les rapprocher, qu'il s'agisse des difficultés auxquelles ils ont pu se trouver confrontés et des politiques qu'ils ont mis en œuvre pour tenter de les résoudre, des succès remportés sur certains fronts, ou encore des mutations qu'ils ont pu subir, sous l'effet combiné de l'action des gouvernements et de la conjoncture internationale. Mais tout cela ne doit cependant pas aveugler l'observateur au point de lui faire opérer des simplifications hâtives ou des rapprochements incongrus : l'analyse comparée devrait au contraire permettre de prendre toute la mesure des spécificités nationales.

8. Cf. le succès de librairie de l'ouvrage de Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers : Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Random, 1989.

## *La « révolution libérale », réponse à la crise des années 70*

Lorsque Margaret Thatcher et Ronald Reagan accèdent au pouvoir, les économies de leurs pays se trouvent dans une situation critique, et s'il ne paraît pas possible aujourd'hui d'imputer à James Callaghan et à Jimmy Carter la seule responsabilité de tous les maux dont souffrent le Royaume-Uni et les États-Unis à la fin des années 70, il n'empêche que c'est une donnée qui pèse lourd dans l'issue des élections de mai 1979 (au Royaume-Uni) et de novembre 1980 (aux États-Unis) : voter conservateur ou républicain, c'est alors avant tout voter contre les pouvoirs travailliste et démocrate en place, qui n'ont pas su — ou pas pu — éviter la stagnation, l'augmentation du chômage et le déclin relatif de la puissance britannique ou américaine.

Tirant argument du bilan médiocre de leurs prédécesseurs, Margaret Thatcher et Ronald Reagan promettent de mettre en œuvre des politiques qui permettront à leur pays d'en finir avec les erreurs du passé et de prendre un nouvel élan, afin de renouer avec la croissance et la prospérité et de retrouver le rang qui était jadis le leur sur la scène internationale.



certains aspects, au point que la réflexion sur les causes du phénomène constitue depuis une trentaine d'années l'un des thèmes favoris de la littérature économique. En revanche l'hégémonie américaine semblait si solidement ancrée jusqu'à la fin des années 60 que les économistes n'avaient guère de raisons de s'interroger sur l'origine du processus et à voir dans le présent état du Royaume-Uni l'avenir auquel les États-Unis risquaient d'être condamnés, à moins qu'ils ne réussissent vigoureusement pour inverser le cours des choses<sup>1</sup>.

Le point de départ du présent ouvrage a donc été l'existence de cette parenté entre l'expérience économique récente des deux pays : c'est pourquoi il s'attache à mettre en lumière ce qui, depuis la fin des années 70, a pu les rapprocher, qu'il s'agisse des difficultés auxquelles ils ont pu se trouver confrontés et des politiques qu'ils ont mis en œuvre pour tenter de les résoudre, des succès remportés sur certains fronts, ou encore des mutations qu'ils ont pu subir, tout l'effet combiné de l'action des gouvernements et de la conjoncture internationale. Mais tout cela ne doit cependant pas aveugler l'observateur au point de lui faire opérer des simplifications hâtives ou des rapprochements hasardeux : l'analyse comparative devrait au contraire permettre de prendre toute la mesure des spécificités nationales.

1. Cf. le succès de l'ouvrage de Paul Kennedy, *The Rise and Fall of Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Random, 1985.

## La situation à la fin des années 70

Si Margaret Thatcher et Ronald Reagan peuvent ainsi se poser en sauveurs, c'est que les chocs des années 70 ont affaibli les économies de leurs pays, dont les performances ont été loin d'égaler, au cours de cette décennie, celles des années 60. Qui plus est, dans un contexte de crise internationale,

Lorsque Margaret Thatcher et Ronald Reagan accèdent au pouvoir, les économies de leurs pays semblent dans une situation critique, et s'il ne paraît pas possible aujourd'hui d'imputer à James Callaghan et à Jimmy Carter la seule responsabilité de tous les maux dont souffrent le Royaume-Uni et les États-Unis à la fin des années 70, il n'empêche que c'est une donnée qui pèse lourd dans l'issue des élections de mai 1979 (au Royaume-Uni) et de novembre 1980 (aux États-Unis) : voter conservateur ou républicain, c'est alors avant tout voter contre les pouvoirs travailliste et démocrate en place, qui n'ont pas su — ou pas pu — éviter la stagflation, l'augmentation du chômage et le déclin relatif de la puissance britannique ou américaine.

Tirant argument du bilan médiocre de leurs prédécesseurs, Margaret Thatcher et Ronald Reagan promettent de mettre en œuvre des politiques qui permettront à leur pays d'en finir avec les erreurs du passé et de prendre un nouvel élan, afin de renouer avec la croissance et la prospérité et de retrouver le rang qui était jadis le leur sur la scène internationale.

On amérícaine.  
l'augmentation du chômage et le déclin relatif de la puissance britannique.  
cette en place, qui n'ont pas su — ou pas pu — éviter la stagnation,  
bicain, c'est alors avant tout voter contre les pouvoirs travailliste et démoc-  
Uni) et de novembre 1980 (aux États-Unis) : voter conservateur ou répu-  
donnée qui pèse lourd dans l'issue des élections de mai 1979 (au Royaume-  
Uni et les États-Unis à la fin des années 70, il n'empêche que c'est une  
Carter la seule responsabilité de tous les maux dont souffrent le Royaume-  
ne parait pas possible aujourd'hui d'imputer à James Callaghan et à Jimmy  
les économes de leurs pays semblant dans une situation critique, et si  
Lorsque Margaret Thatcher et Ronald Reagan accèdent au pouvoir.

Tout argument du bilan médiocre de leurs prédécesseurs, Margaret  
Thatcher et Ronald Reagan promettent de mettre en œuvre des politi-  
ques qui permettront à leur pays d'en finir avec les excès du passé et  
de prendre un nouvel élan, afin de renouer avec la croissance et la prospé-  
rité et de retrouver le rang qui était jadis le leur sur la scène internationale.



## *La situation à la fin des années 70*

Si Margaret Thatcher et Ronald Reagan peuvent ainsi se poser en sauveurs, c'est que les chocs des années 70 ont affaibli les économies de leurs pays, dont les performances ont été loin d'égaler, au cours de cette décennie, celles des années 60. Qui plus est, dans un contexte de crise internationale, le Royaume-Uni et les Etats-Unis semblent avoir moins bien réagi que d'autres pays industrialisés, comme l'Allemagne et le Japon : la dégradation apparaît nettement si l'on se réfère à quelques indicateurs simples (cf. tableaux I.1, I.2, I.3 et I.4)<sup>1</sup>.

Replacée dans le contexte plus général des décennies dont 1969 et 1979 marquent l'achèvement, la tendance se dessine clairement : le taux de croissance moyen s'infléchit, alors qu'inflation et chômage sont orientés à la hausse, ce qui semble démentir la validité de la courbe de Phillips qui établit une relation inverse entre chômage et inflation, relation à laquelle croyaient la plupart des économistes depuis les années 50. Ce sont là les trois éléments caractéristiques de la stagflation contre laquelle les pou-

1. L'année 1979 a été retenue ici parce qu'elle correspond non seulement à la fin de la décennie mais aussi à l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement Thatcher. Elle précède d'un an l'élection de R. Reagan. Pour des séries plus détaillées, se reporter aux annexes figurant en fin de volume.



Tableau I.1. *La part du Royaume-Uni et des Etats-Unis dans l'économie mondiale (1950-1979)*

Pays	Part des exportations mondiales de biens manufacturés (en %)			Solde commercial (en milliards de £ ou de \$) <sup>1</sup>	
	1950	1969	1979	1969	1979
Royaume-Uni	25,5	10,8	9,7	-£143	-£3458
Etats-Unis	27,3	18,5	15,9	+\$0,6	-\$27,3

1. \$ et £ courants.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après *Economic Report of the President*, 1981 et S. Pollard, *The Development of the British Economy*.Tableau I.2. *Performances intérieures, 1969 et 1979*

Pays	Taux de croissance du PNB/PIB <sup>1</sup>		Taux d'inflation <sup>2</sup>		Taux de chômage <sup>3</sup>	
	1969	1979	1969	1979	1969	1979
Royaume-Uni	2,5	2,8	5,4	13,4	2,4	4,1
Etats-Unis	2,4	2,5	5,5	11,3	3,5	5,8

1. PIB pour le RU, PNB pour les EU, sur la base des taux de change de 1982.

2. Prix à la consommation, en glissement annuel.

3. Définitions nationales.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après D. Smith, *From Boom to Bust*, *Economic Report of the President*, 1981, et OCDE, *Etudes économiques*, différentes années.Tableau I.3. *Performances intérieures, 1960-1979*

Pays	Taux de croissance moyen du PIB réel		Taux moyen d'inflation <sup>1</sup>		Taux moyen de chômage <sup>2</sup>	
	1960-1969	1970-1979	1960-1969	1970-1979	1960-1969	1970-1979
Royaume-Uni	2,9	1,9	3,5	12,6	1,7	2,8
Etats-Unis	4,3	3,0	2,3	7,1	4,8	6,2

1. Prix à la consommation, en glissement annuel.

2. Données nationales.

Source : statistiques rassemblées par l'auteur d'après D. Smith, *From Boom to Bust*, et *Economic Report of the President*, 1981.

Tableau I.4. Les performances des économies anglo-saxonnes (1960-1981) comparées à celles des autres grands pays industrialisés

Taux de croissance annuel moyen	PIB volume		Prix PIB		Productivité		Emploi		Investissement productif privé		Taux de chômage		
	1960-1973	1973-1981	1960-1973	1973-1981	1960-1973	1973-1981	1960-1973	1973-1981	1960-1973	1973-1981	1967	1973	1981
Etats-Unis	4,1	2,3	3,4	7,9	2,1	0,2	2,0	2,1	4,6	1,6	3,7	4,7	7,5
France	5,6	2,5	4,9	10,8	4,7	2,4	0,9	0,1	7,6	1,2	1,9	2,6	7,6
République fédérale d'Allemagne	4,5	2,0	4,2	4,6	4,4	2,6	0,1	-0,6	4,4	2,2	1,3	0,9	4,3
Royaume-Uni	3,1	0,5	5,1	15,8	2,8	1,2	0,3	-0,7	4,5	1,7	3,2	3,2	4,3
Japon	9,9	3,6	5,8	6,6	8,6	2,9	1,3	0,7	14,1	2,0	1,3	1,3	2,2

D'après D. Auvers, *L'économie mondiale*.

voirs en place dans les années 70 ne parviennent pas véritablement à lutter : les instruments traditionnels de la politique fiscale, budgétaire et monétaire se révèlent inefficaces, tout autant que les politiques des revenus (encadrement ou blocage des prix et des salaires) auxquelles on a pu croire pendant un temps des deux côtés de l'Atlantique. Au terme de la décennie, il apparaît que les moyens mis en œuvre n'ont eu que des effets limités, et cette relative impuissance dans la sphère économique entame la crédibilité des gouvernants, par ailleurs disqualifiés aux yeux de l'opinion publique par un certain nombre d'événements politiques ou sociaux, qu'il s'agisse des « affaires » américaines (affaire du *Watergate* sous la présidence de Richard Nixon, affaire des otages en Iran sous celle de Jimmy Carter), ou de la multiplication des grèves britanniques, qui vont jusqu'à frapper le pays de paralysie au cours de l'hiver 1978-1979 (*the winter of discontent*)<sup>2</sup>.

Pour comprendre cette situation, sans doute n'est-il pas inutile de rappeler quelles sont les origines des difficultés auxquelles doivent alors faire face les économies anglo-saxonnes.

2. Cf. document I.1, *infra*.



## I. LE MAL BRITANNIQUE

Depuis 1880, le poids de l'économie britannique dans l'économie mondiale n'a cessé de décroître puisque la croissance de son PIB a été moins rapide que celle enregistrée dans d'autres pays<sup>3</sup> : au premier rang mondial en termes de production par tête en 1850, le Royaume-Uni est dépassé par les Etats-Unis en 1880, puis par la Suède (entre les deux guerres), par la France et l'Allemagne fédérale (dans les années 60), et enfin par l'Italie et le Japon dans les années 70. Pendant ce qu'il est convenu d'appeler, après Jean Fourastié, les « Trente Glorieuses », l'économie britannique ne connaît pas l'accélération de la croissance, de l'investissement et de la productivité dont ont alors bénéficié les autres grandes puissances occidentales, et la crise des années 70 ne fait qu'accentuer une tendance observable depuis près d'un siècle. Signe de ce déclin (et du recul de la Grande-Bretagne sur la scène internationale), la livre sterling, dévaluée en 1967, flotte à partir de juillet 1972 ; en dix ans, de 1967 à 1977, elle perd environ 50 % de sa valeur. Ainsi l'analyse faite par Margaret Thatcher au printemps 1979 rejoint-elle à bien des égards celle que faisait en 1931 le Français André Siegfried : « l'économie britannique [...] repose toujours sur une structure et des pratiques qui datent parfois de beaucoup plus de cinquante ans [...] Si le pays veut persister comme grande puissance, ou même simplement vivre, une révision totale s'impose. »<sup>4</sup>

Plusieurs facteurs, à la fois endogènes et exogènes, peuvent expliquer ce « mal anglais » sur lesquels tant d'experts se sont penchés<sup>5</sup>. Les facteurs exogènes viennent bien sûr immédiatement à l'esprit : ainsi en 1973-1974, le premier choc pétrolier, qui se traduit par un quadruplement des prix du brut, grève lourdement la balance commerciale du Royaume-Uni, qui est alors importateur net de pétrole, en même temps qu'il accroît les charges des entreprises et des ménages, alourdit les coûts de production, et alimente ainsi l'inflation. La flambée des cours mondiaux des matières premières qui se produit au début des années 70 a des effets similaires :

3. Cf. le graphique reproduit en annexe à la fin de l'ouvrage.

4. A. Siegfried, *La crise britannique au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, A. Colin, 1931, réédition 1975.

5. Les ouvrages consacrés à l'analyse des causes du déclin de l'économie britannique sont légion. On se reportera, par exemple, aux titres recensés dans la bibliographie.

elle se traduit notamment par une hausse du prix de bon nombre de produits alimentaires (beurre, lait, viande, céréales) pour lesquels la dépendance du Royaume-Uni à l'égard des importations est alors beaucoup plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Par ailleurs la concurrence étrangère, en particulier dans le domaine des produits manufacturés, se fait de plus en plus sentir, entraînant tout à la fois une baisse des exportations et une augmentation des importations. Mais il est vrai que cette exacerbation de la concurrence étrangère résulte pour une large part de la baisse de la compétitivité de l'industrie britannique, qui tient elle-même à des raisons d'ordre intérieur.

Certains de ces facteurs endogènes sont de nature économique, d'autres de nature sociale ou politique, d'autres enfin ont trait à ce que l'on peut appeler la mentalité britannique. Au premier rang des facteurs économiques, il faut citer la faiblesse de l'investissement productif intérieur, qui conduit au vieillissement de l'appareil de production et, par le biais du ralentissement des gains de productivité, à l'érosion de l'avantage comparatif britannique. Berceau de la révolution industrielle, atelier du monde pendant la plus grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle, le Royaume-Uni n'a pas su moderniser ou reconverter des secteurs comme la sidérurgie, la construction mécanique, l'automobile ou le textile au moment où ils commençaient à être exposés à la concurrence étrangère. Il n'a pas su non plus développer suffisamment tôt des secteurs à haute valeur ajoutée comme la chimie, l'électronique ou l'aéronautique. Ainsi, à la veille du second choc pétrolier, le taux d'investissement britannique reste, comme au début des années 60, le plus faible de tous les grands pays développés<sup>6</sup>, et ce sous-investissement est d'autant plus net dans l'industrie que la rentabilité des investissements y est médiocre<sup>7</sup> : dans ces conditions, il s'avère bien plus lucratif de placer des fonds dans l'immobilier ou à l'étranger, ce dont ne se privent pas les investisseurs britanniques<sup>8</sup>. Conséquence logique de ce phénomène, la productivité croît beaucoup plus lentement au Royaume-Uni que dans les autres grands pays développés, et peu à

6. Voir J.-J. Santini (51), tableau 2, p. 5.

7. *Ibid.*, tableau 3.

8. Cf. R. Farnetti, *Le déclin de l'économie britannique de Victoria à Thatcher*, Paris, Editions de l'Espace européen, 1991.



peu l'avantage comparatif dont avait pu jouir Albion s'émousse au bénéfice de ses concurrents américain, européens, voire asiatiques<sup>9</sup>.

La lourdeur de la pression fiscale qui s'exerce sur les agents économiques est souvent évoquée pour expliquer ce phénomène de sous-investissement. Celle-ci est, en 1979, parmi les plus fortes du monde, puisque le taux marginal d'imposition (*marginal tax rate*) atteint 83 % pour les revenus du travail et 98 % pour les revenus du capital, alors qu'il est de 52 % pour les sociétés dont les bénéfices sont supérieurs à 100 000 £. Dissuasif, le système fiscal en vigueur crée en outre des distorsions qui faussent les choix des ménages lorsqu'ils doivent arbitrer entre travail et loisir ou épargne et consommation, tout en incitant les entreprises à utiliser le capital moins efficacement que cela n'est fait dans les autres pays développés, ce qui explique l'écart négatif de productivité et de rendement du capital fixe dont souffre le Royaume-Uni par rapport à ces autres pays.

La puissance des syndicats est également l'un des facteurs qui détournent les investisseurs de l'industrie britannique. Avec un taux de syndicalisation de la population active atteignant 53 % en 1979 (ce qui correspond à 13,3 millions de syndiqués), la Grande-Bretagne dépasse en effet largement les taux enregistrés en France (25 %), aux États-Unis (23 %), ou même en RFA (40 %). De plus les pratiques auxquelles ont recours les syndicats affectent en profondeur le fonctionnement des entreprises et réduisent considérablement la marge de manœuvre du patronat. Principale de ces pratiques « restrictives », le monopole syndical de l'embauche (*closed shop system*) est développé dans des secteurs comme les mines, la marine marchande, les ports, l'imprimerie, la métallurgie, ou les entreprises publiques. Il concerne environ un salarié sur quatre, soit six millions d'individus en 1979, pour lesquels les employeurs ont dû renoncer à toute compétence effective en matière de gestion du personnel. Les chefs d'entreprise doivent également compter avec d'autres pratiques qui entretiennent elles aussi une confusion des responsabilités dans la gestion du personnel et l'organisation des tâches : c'est ainsi qu'il n'est pas rare de voir les syndicats fixer le nombre de jeunes admis en apprentissage chaque année, contrôler le déroulement de carrière de leurs adhérents, s'engager dans la défense des intérêts catégoriels, s'opposer à la polyvalence fonc-

9. Voir J.-J. Santini (51), tableaux 4 et 1, p. 5-6.

tionnelle, ou résister à l'adaptation des méthodes de travail, surtout si celle-ci doit occasionner des licenciements. Ce sont là autant de contraintes qui pèsent lourdement sur l'économie britannique, en particulier dans les industries en déclin dont les charges sont accrues par le maintien de personnels en sureffectif (*overmanning*), ce qui rend difficile l'effort financier nécessaire à leur redressement.

Les hausses de salaires supérieures aux augmentations de productivité alimentent par ailleurs la spirale inflationniste dans laquelle le pays est engagé pendant la première moitié des années 70, et si, sous le gouvernement Callaghan, les syndicats acceptent un temps l'austérité du « contrat social » (1976-1978), ce n'est que pour mieux rompre le pacte et paralyser le pays par des grèves au cours de l'hiver 1978-1979<sup>10</sup>.

Dans ce contexte, la politique mise en œuvre par les différents gouvernements, qu'ils soient conservateur (1970-1974) ou travaillistes (1974-1976 et 1976-1979), se révèle au pire déstabilisatrice, au mieux insuffisante à régler les problèmes de fond : privilégiant le court terme et la manipulation des instruments budgétaires et fiscaux à tout moment du cycle économique, elle se traduit par une succession de phases de stabilisation et de relance (*stop and go*) qui n'empêche pas les prix d'augmenter, le chômage de s'étendre, le déficit de la balance des opérations courantes de se creuser, alors que le besoin d'emprunt du secteur public (*PSBR, Public Sector Borrowing Requirement*) ne cesse de croître<sup>11</sup>. Au cours du second semestre de 1976, la dégradation de la situation économique est telle que les pouvoirs publics sont contraints de solliciter un crédit de 3,9 milliards de dollars auprès du FMI, qu'ils n'obtiennent qu'en s'engageant à mettre en œuvre une politique de rigueur. Celle-ci porte quelques fruits et il est vrai que l'économie britannique commence alors aussi à bénéficier de la manne que constitue la mise en exploitation des champs pétrolifères de la mer du Nord. A la fin de l'année 1978, l'inflation est ramenée à un niveau correspondant à la moyenne des pays de l'OCDE, l'équilibre de la balance des paiements plus ou moins rétabli, les finances de l'Etat sont quelque peu assainies et la valeur de la livre sterling sur

10. Cf. document I.1, *infra*.

11. Cf. le tableau « Performances économiques du Royaume-Uni, 1950-1992, » en particulier les chiffres concernant la période 1970-1976, joint en annexe.



les marchés des changes recommence à s'apprécier. Mais tout cela n'est gagné qu'au prix d'une austérité qui provoque l'explosion sociale qui conduit à la défaite des travaillistes aux élections générales de 1979. Ainsi lorsque Margaret Thatcher accède aux commandes, aucun des problèmes de fond n'est réglé.

S'ajoutant à cet ensemble de données économiques, sociales et politiques, sans doute convient-il d'évoquer, pour expliquer le « mal anglais », ce que Martin J. Wiener appelle « le déclin de l'esprit d'entreprise »<sup>12</sup>. Celui-ci tiendrait essentiellement au rejet progressif par la bourgeoisie d'affaires, qui constitue l'élite économique de la nation et l'un des piliers du parti conservateur, des valeurs associées à l'esprit capitaliste (esprit d'initiative, goût pour le travail et pour la vie urbaine, dynamisme tout entier tendu vers la réalisation du progrès matériel) au fur et à mesure que, s'élevant socialement, elle assimilait les valeurs traditionnelles de l'aristocratie modelées par l'hédonisme, le culte du loisir et de la vie à la campagne, accompagnés d'un mépris sans bornes pour tout ce qui peut être lié au monde de la cité industrielle et au progrès technique. A la lumière de l'analyse de Martin J. Wiener, on perçoit bien que le thatchérisme, qui entendait faire rompre la classe moyenne avec cette mentalité confortablement installée dans son repli sur le passé et la tradition, se présentait comme une révolution économique qui ne pourrait être mise en œuvre qu'au prix d'une véritable révolution culturelle.

## 2. LE MALAISE AMÉRICAIN

Si, à la fin des années 70, l'économie des Etats-Unis reste, par sa taille et par sa puissance, la principale économie du monde, cette prépondérance apparaît néanmoins elle aussi sur le déclin, situation qui n'est pas sans créer un sentiment de malaise au sein de la société américaine. La décennie qui s'achève a en effet sonné le glas d'une domination sans partage et conduit à une mise en question de bon nombre de certitudes :

12. M. J. Wiener (57). Cf. document I.2, *infra*.

certes le PIB américain représente toujours le quart de la production mondiale, mais son rythme moyen de croissance annuelle, qui avait atteint 4 % de 1950 à 1969, tombe à 2,8 % de 1970 à 1979 ; l'inflation progresse (7,4 % contre à peine 2,6 %) alors que le chômage s'élève (6,1 % contre 4,5 %), en dépit des quelque 9 millions d'emplois créés en 10 ans ; le solde de la balance commerciale, qui enregistrait des excédents depuis le début du siècle, connaît un déficit quasi chronique à partir de 1971. On comprend, dans ces conditions, que le niveau de vie moyen de l'Américain régresse<sup>13</sup> et que les problèmes liés à l'accélération de l'inflation et à la dépendance énergétique soient suffisamment ressentis au quotidien pour occuper le devant de la scène politique. C'est sans doute ce qui explique que les questions économiques prennent une place de plus en plus importante dans les débats préélectoraux, notamment à l'occasion des deux campagnes présidentielles de 1976 et de 1980, même s'il serait faux de dire que c'est aux mauvaises performances de l'économie qu'il convient d'imputer l'échec des présidents Ford et Carter<sup>14</sup>.

Il est alors tentant, pour certains responsables politiques comme pour l'homme de la rue, de faire porter à l'étranger la responsabilité des maux dont souffre l'Amérique : sont ainsi mis en cause tour à tour l'OPEP, qui a provoqué le premier choc pétrolier, l'Iran, puisque la révolution déclenchée à Téhéran et le début des hostilités avec l'Irak provoquent le second choc de 1979, et le Japon, qui est accusé de recourir à des pratiques commerciales déloyales (*unfair trading practices*), au *dumping* en particulier, pour conquérir le marché américain de l'acier, de la hi-fi ou de l'automobile. Les observateurs sérieux et les hommes politiques responsables, au nombre desquels Jimmy Carter, font cependant remarquer que point n'est besoin de chercher ailleurs l'origine de difficultés dont les causes sont principalement d'ordre interne. Ainsi la dépendance énergétique (le pétrole importé couvrait 36 % des besoins en 1973, il en couvre 50 % en 1979) résulte en grande partie de la politique des pouvoirs publics qui, en régle-

13. Cf. « The Shrinking Standard of Living », *Business Week*, 28 février 1980, p. 72-78.

14. Sur l'importance croissante des problèmes économiques aux yeux des Américains, cf. le graphique établi par Jean Pisani-Ferry (III), p. 62, qui montre que la proportion d'Américains citant les problèmes économiques comme les plus importants du pays passe de 15 % en 1970 à 70 % en 1975 et 75 % en 1980, taux inégalés depuis 1945-1946.



mentant les prix intérieurs, ont tout à la fois encouragé la consommation et incité les compagnies pétrolières à développer leurs activités de prospection à l'étranger, notamment au Moyen-Orient où les coûts de production sont sensiblement inférieurs aux coûts domestiques. L'inflation, quant à elle, s'est bien sûr accélérée du fait de l'augmentation du prix des matières premières, mais les politiques des revenus par lesquelles les administrations successives, de Nixon à Carter, ont tenté de la maîtriser, se sont révélées inefficaces. Par ailleurs, depuis la suspension de la convertibilité du dollar en or, décrétée par Richard Nixon le 15 août 1971, la dévaluation de décembre 1971 (*Smithsonian Agreement*) et la généralisation du système des taux de change flottants à partir du printemps 1973, le billet vert est orienté à la baisse. Cette baisse, entretenue jusqu'à l'automne 1979 pour tenter de limiter le gonflement du déficit commercial, ne tarde pas à révéler ses effets pervers : elle alimente l'inflation en renchérissant le prix des produits importés, dont le volume ne cesse de croître en raison de la dépendance dont souffrent les Etats-Unis à leur égard, qu'il s'agisse de matières premières que les Etats-Unis ne produisent pas en quantité suffisante (c'est le cas du pétrole, mais aussi du fer, du cuivre, de la bauxite ou du plomb, par exemple) ou de produits manufacturés pour lesquels les fabricants américains parviennent de plus en plus difficilement à rivaliser avec la concurrence étrangère, que ce soit en matière de prix ou de qualité du produit.

Il est vrai aussi que si l'économie américaine a longtemps été la plus productive du monde, cela n'est plus le cas à la fin des années 70, époque à laquelle elle se trouve devancée par l'Allemagne et le Canada. Les gains de productivité sont en effet alors beaucoup plus lents aux Etats-Unis que dans la plupart des autres pays développés, en particulier dans le secteur manufacturier où ils atteignent 1,3 % pour la période 1973-1978 contre 5,9 % au Japon, 3,9 % en Allemagne fédérale, 3,7 % en France<sup>15</sup>. Seul le Royaume-Uni fait moins bien, avec seulement 0,3 %. Or cette médiocre performance de la productivité tient essentiellement à la faiblesse relative de l'investissement productif : ainsi en 1979 la formation brute

15. Cf. J.-J. Santini (51), tableau 4, p. 6. Cf. aussi « Productivity: Like Motherhood, but Less Healthy », *The Economist*, 24 novembre 1979, p. 49-51.

de capital fixe (FBCF, *Gross fixed capital formation*) ne représente que 19,8 % du PIB aux Etats-Unis, contre 32,1 % au Japon<sup>16</sup>, et encore faut-il noter qu'une très large part de cet investissement (7 % du PIB) est affecté aux dépenses militaires, qui ont certes un effet d'entraînement sur l'ensemble de l'économie, mais dont les retombées en matière de recherche et développement n'apparaissent plus aussi certaines qu'on pouvait le penser dans les années 50 ou 60.

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer la faiblesse relative de l'investissement productif : la baisse du taux d'épargne des ménages, qui n'est que de 7,2 % en 1979, contre 12 % au Royaume-Uni, 12,7 % en Allemagne, et 18,2 % au Japon<sup>17</sup> ; mais aussi l'importance des flux d'investissements directs vers l'étranger, qui sont largement le fait des grandes firmes multinationales américaines, et que ne compensent que très partiellement les investissements étrangers aux Etats-Unis ; ou encore le niveau élevé des salaires horaires américains, qui pèsent lourdement sur les coûts de production, ainsi que la puissance des syndicats, encore forte dans les industries traditionnelles malgré le reflux observé depuis le milieu des années 50. Le taux de syndicalisation, qui atteignait 32,7 % en 1953 n'est plus que de 22,8 % en 1980, mais il demeure suffisamment élevé dans certains secteurs (mines, automobile, sidérurgie notamment) pour entraver la liberté de manœuvre des entreprises : le contrat pluriannuel, fruit de la négociation collective entre représentants du syndicat et représentants du patronat, définit les règles applicables pendant une période donnée (en général deux ou trois ans) en matière de conditions de travail, de rémunérations, de congés, de protection sociale des syndiqués. Une fois signé, il ne saurait être mis en cause par aucune des deux parties. Cette pratique, qui constitue indéniablement un acquis social et une garantie pour les salariés, peut néanmoins se révéler néfaste d'un point de vue strictement économique dans la mesure où elle limite considérablement la capacité d'adaptation de l'entreprise aux évolutions du marché.

Le rôle grandissant joué par l'Etat dans la vie économique est enfin souvent évoqué, dans les années 70, pour expliquer le ralentissement

16. Cf. J.-J. Santini (51), tableau 2, p. 5.

17. Cf. « How Americans Turned into Spendthrifts », *Fortune*, 7 avril 1980, p. 60-62.



de la croissance et la perte de dynamisme dont souffre l'économie américaine<sup>18</sup>. Il est vrai que la part des dépenses publiques dans le PNB n'a cessé de croître depuis les années 30, passant de 9 % en 1932 à 40 % en 1980, ce qui a eu pour contrepartie une pression de plus en plus forte de la fiscalité sur les ménages et les entreprises. Certains y voient l'origine de la baisse du taux d'épargne des ménages et de la progression insuffisante des investissements des entreprises : le taux marginal d'imposition sur les revenus les plus élevés est de 70 % en 1979, alors que l'impôt sur les sociétés atteint 46 % pour la tranche de bénéfices supérieurs à 100 000 \$. Même si la législation prévoit toute une série de déductions, d'exonérations et de crédits d'impôt grâce auxquels le taux marginal moyen d'imposition sur les personnes physiques se situe à 31,2 % en 1980, il est indéniable que le poids de la fiscalité s'est notablement accru depuis le début des années 60<sup>19</sup>. Et pourtant les recettes fiscales demeurent insuffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses budgétaires, notamment celles de l'Etat fédéral, qui accumule déficit sur déficit (pour l'année fiscale 1980, le montant s'élève à plus de 59 milliards de \$, soit 2,2 % du PNB), et dont la dette dépasse 914 milliards de \$, soit près de 35 % du PNB, au début des années 80. Prenant ainsi l'habitude de vivre à crédit, l'Etat fédéral alimente l'inflation en gonflant artificiellement la demande globale même lorsque le cycle économique est dans sa phase ascendante. De plus les émissions massives de bons du Trésor qui servent à financer les déficits budgétaires lorsque ceux-ci ne sont pas monétisés exercent un effet d'éviction (*crowding out effect*) sur les marchés financiers, détournant au profit de l'Etat fédéral une épargne qui ne peut plus, dès lors, être mise à la disposition des entreprises pour y être investie.

L'Etat intervient également puissamment par le biais de la réglementation de l'activité économique. Depuis 1887 et la création de l'*Interstate Commerce Commission*, instituée par le Congrès pour réglementer le transport des marchandises et arbitrer les conflits entre les compagnies de chemin de fer et les agriculteurs, les agences de réglementation (*regulatory*

18. Cf. Martin Feldstein (87), en particulier chapitre 9, « The Role of Government : Taxes, Transfers and Spending ».

19. Cf. *Economic Report of the President*, 1982, chapitre 5 : « Tax policy and Economic Growth ».

*agencies* ou *regulators*) n'ont cessé d'étendre leur emprise sur l'ensemble de la vie économique, au point qu'elles sont souvent qualifiées de « quatrième pouvoir ». Il est vrai que les règles qu'elles édictent affectent bon nombre des aspects de la vie quotidienne des individus et des entreprises : la qualité de la nourriture ou des médicaments qu'ils consomment, la conception des automobiles qu'ils conduisent, des logements ou des bureaux qu'ils occupent, les conditions de sécurité sur les lieux de travail, la nature des investissements que l'on peut effectuer, la qualité de l'eau ou de l'air, tout est soumis à réglementation.

L'obligation dans laquelle se trouvent les ménages et les entreprises de se plier à ces règles entraîne bien évidemment des surcoûts tout en allongeant le délai entre le moment où une décision de nature économique est prise (acheter un terrain pour y construire une maison par exemple) et celui où le projet peut être mené à bien, ce qui a pour effet de ralentir l'activité. Généralement bien acceptées au départ en raison des circonstances particulières qui avaient conduit à leur mise en place (que l'on songe par exemple aux agences de réglementation opérant dans le secteur financier et bancaire, créées dans les années 30, alors que le spectre de la crise de 1929 hantait encore toutes les mémoires), ces agences voient leur existence de plus en plus souvent contestée dans les années 70 : au pays de la libre entreprise, cet empire de l'administration et de sa « paperasserie » (*redtape, paperwork*) apparaît alors, aux yeux d'une grande partie de la population et de beaucoup d'économistes, non plus tant comme un ensemble de garde-fous nécessaires au fonctionnement harmonieux du système, que comme une source de contraintes qui nuisent à l'efficacité économique.

Pourtant les potentialités du géant américain restent énormes : il conserve la première place dans la production mondiale de charbon, d'électricité, de gaz naturel, d'aluminium, de véhicules automobiles, de coton brut, de fibres synthétiques, et se place au second rang pour le pétrole et l'acier ; 13 des 20 plus grandes firmes mondiales sont américaines ; et surtout, parce que le dollar demeure une monnaie de réserve dans laquelle s'effectuent les deux tiers des transactions commerciales internationales, les autorités américaines disposent d'un puissant levier par le biais duquel elles peuvent, en faisant varier la valeur du billet vert, influencer sur l'ensemble de la conjoncture internationale. Il n'est donc pas étonnant que, malgré



un désenchantement passager, l'Amérique de 1980 reste animée par un formidable sentiment de puissance et soit prête à accorder sa confiance à celui qui promet de lui faire retrouver sa grandeur passée<sup>20</sup>.

20. *Make America Great Again* était le slogan électoral de R. Reagan au cours de la campagne de 1980. Symptomatique de l'état d'esprit qui régnait à cette époque est la série d'articles parue dans le numéro du 23 février 1981 de *Time*, sous le titre « American Renewal » (p. 24-48).

Deuxième partie

*La politique macro-économique : le budget et la monnaie*

CHAPITRE III. — La politique budgétaire et fiscale, 63

1. La politique budgétaire et fiscale : finalités et instruments, 63
2. La politique budgétaire et fiscale au Royaume-Uni, 65
  - 2.1. Le cadre institutionnel, 65
  - 2.2. La politique mise en œuvre depuis 1979, 66
    - 2.2.1. L'évolution des dépenses publiques, 66
    - 2.2.2. La politique fiscale, 68
3. La politique budgétaire et fiscale aux Etats-Unis, 71
  - 3.1. Le cadre institutionnel, 71
  - 3.2. La politique mise en œuvre depuis 1981, 73
    - 3.2.1. La politique fiscale, 73
    - 3.2.2. L'explosion du déficit budgétaire et de la dette publique, 75

Documents, 78

CHAPITRE IV. — La politique monétaire, 89

1. Les instruments de la politique monétaire, 91
2. La politique monétaire au Royaume-Uni, 93
  - 2.1. Le cadre institutionnel : la Banque d'Angleterre et le Trésor, 93
  - 2.2. La politique monétaire mise en œuvre depuis 1979, 94
3. La politique monétaire aux Etats-Unis, 98
  - 3.1. Le cadre institutionnel : le *Federal Reserve System*, 98
  - 3.2. La politique mise en œuvre depuis 1979, 100

Documents, 104

Troisième partie

*La politique micro-économique*

CHAPITRE V. — L'Etat fédéral et le marché : le remodelage du dispositif réglementaire aux Etats-Unis, 121

1. De la réglementation à la déréglementation de l'économie américaine : bref rappel historique et théorique, 121



- 2. La déréglementation des transports, 125
  - 2.1. Le transport aérien, 125
  - 2.2. Le transport routier et ferroviaire, 128
- 3. Le secteur bancaire : une déréglementation inachevée, 131
- 4. Lutte antitrust et déréglementation : le cas des télécommunications, 135
- Documents, 140

CHAPITRE VI. — Privatisations, réforme réglementaire et politique d'encouragement de la concurrence au Royaume-Uni, 147

- 1. Le programme de privatisations, 147
- 2. Encouragement de la concurrence et réforme de la réglementation, 155
  - 2.1. L'encouragement de la concurrence par la libération des prix et la lutte contre les pratiques restrictives, 155
  - 2.2. Encouragement de la concurrence et réforme réglementaire : le cas des marchés financiers, 159
  - 2.3. La déréglementation du marché du travail, 164
    - 2.3.1. La réforme des relations professionnelles, 164
    - 2.3.2. L'abaissement des coûts d'embauche et de licenciement, 166
- Documents, 168

*Quatrième partie*

*Le marché du travail, reflet des évolutions conjoncturelles  
et des mutations structurelles des deux économies*

CHAPITRE VII. — Le marché du travail et de l'emploi, 183

- 1. L'évolution de la population active, 183
  - 1.1. Les facteurs démographiques, 183
  - 1.2. L'évolution des comportements d'activité, 186
- 2. L'évolution de l'emploi, 189
  - 2.1. Les grandes tendances, 189
  - 2.2. Répartition sectorielle, 191
  - 2.3. Typologie de l'emploi, 193
- DOCUMENTS, 196